RAPPORT D'ACTIVITY OF THE PROPERTY OF



Le mot de l'équipe

L'année universitaire 2020-21 été une nouvelle « année Covid », la crise sanitaire ayant eu des conséquences différentes (mais réelles) dans tous les territoires. Une nouvelle démonstration des liens qui unissent nos territoires - que nous avons d'ailleurs exploré avec des collectivités territoriales françaises à travers la mise en valeur des « marqueurs d'internationalisation de leur territoire » (voir p.31).

L'humain (et les organisations) ayant une formidable capacité à s'adapter, nous étions toutefois mieux préparés qu'au printemps 2020, bien aidés par une relative stabilisation de la situation. Plutôt qu'un retour « au monde d'avant », nous avons donc vécu une année pleine, avec des contraintes, mais avec des manières de faire différentes et une bonne dose de flexibilité. Les 30 ans du Ciedel étaient un bel exemple de cela, puisque la quasi totalité des événements a été repensée et reprogrammée à distance (voir p.7)

Le Ciedel a fait la preuve toute l'année, s'il le fallait, que la formation à distance ne rimait pas nécessairement avec « formation sans interaction ». C'est tout de même le format mixte (blended learning), avec par exemple des stages terrain et le maintien d'interactions « physigues » entre étudiants en petits groupes, qui a eu notre préférence. Bravo à nos étudiants qui ont suivi tout leur cursus malgré les obstacles (pour certains, ils étaient éloignés de leur famille, de leur environnement culturel, et des salles de formation)!

Cette capacité à (se) former à distance n'est d'ailleurs pas uniquement l'apanage de nos étudiants à Lyon: en 2021, un nouveau format de partage d'expériences à distance a été expérimenté au sein du Réseau des Praticiens du Développement (anciens étudiants du Ciedel), et l'équipe a proposé plusieurs formations à distance pour les organisations

Le Ciedel a aussi répondu présent pour accompagner des projets de long terme, construits ou entamés les années précédentes (en Mauritanie, au Burkina Faso, à Madagascar...), et appuyer des collectivités territoriales, associations, mouvements, sur le territoire français et à l'international. Cet engagement sur le long terme aux côtés d'acteurs du développement local, de la coopération et de la solidarité, est une vraie motivation pour l'équipe, et gage de continuité dans l'activité. Heureusement, nous avons là aussi pu retourner (un peu) « sur le terrain »

Enfin, 2020-21, a été une année de rencontres. Nous avons par exemple été très bien accueillis dans les territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes lors de nos stages collectifs. Nous avons accueilli de nouveaux collaborateurs dans l'équipe. Nous avons invité de nombreux professionnels pour nos jurys de fin d'année, et dans nos formations, aidés en partie par les outils de visio-conférence, qui permettent à un élu malien d'intervenir auprès d'étudiants en France et inversement.

La contrainte sanitaire est ainsi devenue un moyen de nous rapprocher!

L'équipe du Ciedel

Sommaire

- p.4 Le Ciedel
- p.6 Évolutions institutionnelles
- p.8 Partenaires et réseaux
- p.10 La formation

- p.18 La recherche et production intellectuelle
- p.22 L'accompagnement de la décentralisation et de la coopération décentralisée

p.30 Les expertises et appuis



Le Ciedel est un institut universitaire et professionnel de formation et d'appui aux acteurs du développement local, territorial, et de la solidarité internationale. Le Ciedel est institut associé à l'Université Catholique de Lyon (UCLy), membre du Pôle Facultaire de Sciences Juridiques, Politiques et Sociales, et se positionne comme un pont entre les mondes universitaires et professionnels.

Le Ciedel s'inscrit dans la recherche d'un monde plus juste où le développement est conçu comme participant à l'épanouissement humain. La mesure des améliorations est ainsi autant qualitative que quantitative, matérielle ou économique.

Par ses activités de formations, de recherches, d'études, de conseils et de mise en œuvre de projets, le Ciedel contribue à l'amélioration des relations sociales et des systèmes de gouvernance. Il travaille étroitement avec les acteurs du développement local, que ce soit les collectivités territoriales, les organisations de la société civile, les acteurs économiques et les institutions publiques, tant en France qu'en Europe et à l'international.

Installé à Lyon, en Région Auvergne-Rhône-Alpes, le Ciedel articule des actions aux niveaux local, régional, national et international, qui s'adressent à celles et ceux qui sont intéressés par la recherche ou par la mise en place de nouvelles options de développement.

L'équipe

Le Ciedel s'appuie sur une équipe polyvalente pour mener à bien ses missions. En 2021, l'équipe s'est renforcée avec l'arrivée d'un nouveau chargé de mission et de formation (Emmanuel Robert). L'équipe a aussi été renforcée par Marine DHONT (bénévole), Etienne DORE et Anouk ABT (stagiaires).



Assistante pédagogique Catherine Yon



Formateur **Emmanuel Robert**



Formatrice Ana Maria Oliveira



Directeur Christophe Mestre



Responsable administratif et financier Emmanuel Vivien



Formatrice Audrey Llopis



Comptable Eric Herrscher



Directrice des études Corinne Lajarge



Formatrice Pascale Vincent



Formateur Peter Szerb



Chargé de communication Gaël Belsoeur

Le CA

Président

Mamadou KEITA, Urbaniste et enseignant-chercheur, teur de Delta-C (Mali)

Vice Président

Olivier ARTUS. Recteur de l'Université Catholique de Lyon (France)

Secrétaire

Marc NOAILLY, retraité de la fonction publique territoriale (France)

Trésorier

Bernard HUSSON, retraité de l'enseignement (France)

Membres

Michel CANNARSA, Doyen, Enseignant universitaire, de la Faculté de Sciences juridiques, politiques et sociales à l'UCLy (France)

Julien PUISSANT, Chargé de mission à RESACOOP (France)

Pascale VINCENT, Chargée de mission, de recherche, et de formation au Ciedel (France)

Olivier FRANCOIS, Chef de service chez CHRS RIBOUD (France)

Reiye GANDZOUNOU, Responsable du département Politiques sociales et citoyennetés du GRET (France)

Riyad HARRATH, Directeur du Valdocco Grand Lyon (France)

Franck VIOLET, Directeur du Service des Relations Internationales UCLy (France)

Abdallah SAAF, Directeur du CERSS (Maroc)

Identité visuelle

Le Ciedel a changé de logo en 2021! A travers ce changement de logo, le Ciedel a souhaité réaffirmer ses valeurs et renforcer son identité visuelle en lien avec sa réalité actuelle : nouveaux publics, nouvelles thématiques et nouveaux défis de développement. L'équipe, le CA et une partie de nos anciens étudiants et partenaires exprimaient depuis quelque temps ce décalage entre le logo et la réalité du Ciedel.

Le nouveau logo a été produit pour être plus universel et mieux mettre en avant :

- · La spécificité des territoires et des acteurs de développement que le Ciedel accueille en formation : chacun est unique et le Ciedel cherche à renforcer cette originalité, à travailler avec ;
- Le destin commun et les liens qui nous lient, et lient nos territoires : nous avons besoin de coopérer, de construire ensemble pour relever les défis locaux et internationaux ; nous avons cherché à travers ce logo à montrer ce destin commun et cette construction permanente et collective.



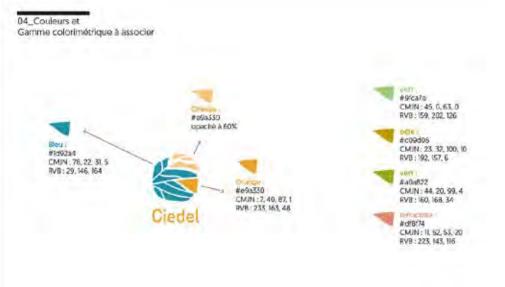


Le logo créé en 1990 aura accompagné le Ciedel pendant 30 ans.



Avec l'appui de l'Université!

Le logo a été produit par Camille Descombes, graphiste au service communication de l'UCLy



Covid-19

Sur l'exercice 2020-21 (année universitaire), la majorité des acteurs du monde du développement a pu relancer ses activités - prévues ou nouvelles - après un coup d'arrêt très brutal au printemps 2020.

Les restrictions de voyage se sont également allégées, permettant à la fois aux équipes du Ciedel de renouer avec les missions en France et à l'international, et aux professionnels du développement local de venir se former au Ciedel.

Les vagues épidémiques successives qui ont touché des territoires différents tout au long de 2020-21 ont néanmoins eu un impact sur le déroulement d'un certain nombre d'activités, avec

des reports (démarrage de projets retardés), des adaptations (une partie de la formation au Ciedel proposée à distance), et de nouveaux projets impliquant plus de travail à distance.

Le Ciedel remercie ses partenaires qui l'ont accompagné à travers cette crise sanitaire. en particulier la Région Auvergne-Rhône-Alpes qui a versé un complément de subvention de bourses pour faciliter la venue d'étudiants, la Métropole et la Ville de Lyon et les groupes Peuples Solidaires qui ont contribué à l'hébergement des étudiants bloqués en France pendant l'été... et globalement tous les partenaires ayant apporté un soutien aux étudiants.



30 ans du Ciedel

Le Ciedel fêtait ses 30 ans en 2020. Pour cette occasion. l'équipe du Ciedel avait proposé une série de travaux pour faire un point sur 30 ans de formation, puis se projeter sur l'évolution à venir des formations en développement local.

Prévus au printemps 2020, la plupart de ces travaux, dont un atelier professionnel international, avaient dû être décommandés à cause du confinement puis de la situation sanitaire. Deux conférences (dont une à distance), ainsi qu'une série de vidéos avaient néanmoins pu être produites. https://www.ciedel.org/30-ans-du-ciedel/

En 2021, le Ciedel a proposé, avec l'appui de ses partenaires (Région Auvergne-Rhône-Alpes, Ville et Métropole de Lyon, Cap Rural, Réseau International Profadel). une nouvelle série d'événements à distance (printemps 2021).

5 ateliers thématiques ont été organisés, à distance, avec le réseau des alumnis du Ciedel (Réseau des Praticiens du Développement) et d'autres professionnels, afin de réfléchir à l'évolution des pratiques dans 5 domaines:

- · Adaptation au changement climatique
- Citoyenneté
- · Pratiques de solidarité
- · Développement économique
- · Gestion de projet

Ces ateliers ont contribué directement aux réflexions sur l'évolution des formations du Ciedel, et permis un partage d'informations et de réflexions autour de l'évolution des métiers et de l'environnement de travail des professionnels du développement local.

Les résultats des 5 ateliers ont permis de préparer une table ronde à distance pour débattre des enjeux d'évolution des formations. La table ronde a réuni plus d'une centaine de participants issus de nombreux pays. https://www.youtube.com/ watch?v=eq-RdaMAGrO

Le Ciedel a aussi réalisé des vidéos témoignages (réalisation des vidéos et envoi d'un guide pour s'autofilmer pour les personnes non disponibles à Lyon, montage).

https://www.ciedel.org/30-ansdu-ciedel/

Partenaires

Le Ciedel est institut associé du Pôle Facultaire de Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de l'Université Catholique de Lyon (UCLy), et coopère avec d'autres instituts de l'Université (Institut des Droits de l'Homme de Lyon, ESDES, ...).

Représentation dans des réseaux professionnels

Le Ciedel est investi dans la gouvernance de plusieurs réseaux, dans lequel il développe des relations de travail, contribue aux réflexions du secteur, et participe à des activités multilatérales ou bilatérales (consortiums, partenariats sur des dossiers...).

Le Ciedel assure:

- la vice-présidence du GIP Resacoop, groupement d'intérêt public d'appui à la coopération internationale en Auvergne-Rhône-Alpes;
- la coordination du Réseau des Praticiens du Développement;
 1500 professionnels formés en développement local à Lyon;
- membre de la Commission de Cap Rural

Le Ciedel est membre de :

- Réseau International PROFADEL, réseau de 7 centres de formation et appui conseil au développement local sur 3 continents ;
- **Groupe Initiatives,** collectif de 13 associations professionnelles de solidarité internationale
- Coordination Sud (via le Groupe Initiatives), plateforme de référence des acteurs de la solidarité internationale, en France
- F3E, réseau apprenant multiacteurs de la solidarité et de la coopération internationale;
- **Gemdev,** réseau pluridisciplinaire et interuniversitaire de formations et de recherche sur le développement et la mondialisation;
- Société Française d'Évaluation, association pour le développement de l'évaluation.

Soutiens de la formation Partenaires techniques et financiers

- La Région Auvergne-Rhône-Alpes contribue à des bourses de formation pour des étudiants du Sud :
- ActionAid contribue à des bourses de formation via le soutient des Groupes Peuples Solidaires à Francheville et Caluire;
- La Fondation Saint-Irénée contribue à des bourses de formation et au partenariat avec le centre de formation Anaphora (Egypte) et le Mouvement Social (Liban) :
- La Métropole et la Ville de Lyon ont appuyé le logement des étudiants confinés à Lyon lors de la crise sanitaire de la Covid-19 :
- La Fondation de France a contribué à des bourses de formation via la Fondation Générations Solidaires.
- L'Institut de l'Engagement et le Ciedel offrent des passerelles privilégiées pour la formation de jeunes engagés en développement local.































Activités mises en oeuvre avec les membres du Réseau International PROFADEL

CCI (Italie), CERSS (Maroc), Ciedel (France), Escuela Para el Desarollo (Pérou), DELTA-C (Mali), FFF Malagasy Mahomby (Madagascar), IRFODEL (Togo).

Le réseau international PRO-FADEL est composé de sept membres sur trois continents, qui sont tous des instituts d'enseignement supérieur, de formation et d'appui conseil en matière de développement local et décentralisation.

Du fait de la situation sanitaire. le fonctionnement du réseau a été perturbé en 2020-21 et il a été difficile d'organiser des activités en présentiel. En particulier il n'a pas été possible de tenir une réunion institutionnelle avec l'ensemble des membres.

Les activités auxquelles le Ciedel a contribué ont donc été des activités collectives à distance et des activités bilatérales :

· Bilan formatif de l'utilisation des outils numériques et de la formation en distanciel. Escuela para el Desarrollo (Escuela) a organisé et animé sur plusieurs semaines une formation-action sur ce thème à partir de l'expérience des membres du réseau à partir de la crise sanitaire;

Activités Réseaux

- Interventions et co-animation de modules de formation des cursus diplômants d'Escuela. Le Ciedel est intervenu et a co-animé des formations sur la décentralisation et le développement économique local;
- · Elaboration du projet REBUILT de formation des universités et des élus locaux libvens entre le CCI et le Ciedel:
- · Renforcement de l'appui institutionnel au Conseil Régional d'Atsinanana par FFF Malagasy Mahomby et le Ciedel;
- · Appui à la formation des professionnels et de jeunes bacheliers de Tombouctou par DEL-TA-C avec l'appui du Ciedel;
- Participation à un événement sur le bilan des forums sociaux mondiaux organisé par le CERSS;
- Participation à la table-ronde organisée autour de la nouvelle offre de formation du CERSS;
- Organisation d'une tableronde avec des représentants des membres du PROFADEL dans le module sur la gestion des organisations au Ciedel;
- Implication du coordonnateur du PROFADEL, Arnaldo Serna, dans le processus de renouvellement de la formation du Ciedel.



Organisation d'une série de webinaires « Regards croisés » avec Resacoop

Des professionnels en formation au Ciedel ont contribué à des séances d'échange avec des acteurs de la coopération et de la solidarité en région Auvergne-Rhône-Alpes (partenariat Ciedel-Resacoop).

- 3 séances à distance ont été proposées, s'organisant chacune en 2 temps : présentation d'expériences de terrain par les intervenants, puis temps d'échange avec les participants :
- · Créer une dynamique locale de développement durable et d'amélioration du bien-être des communautés:
- · Mobiliser les jeunes dans la prise de décision :
- · Travailler en partenariat avec une collectivité.

Coordination du Réseau des Praticiens du Déve**loppement Local**

1500 professionnels formés en développement local à Lyon, répartis dans 60 pays

Aucune activité en présentiel du Réseau des Praticiens du Développement Local (Ateliers du Réseau notamment) n'a pu être menée sur l'exercice 2020-21, du fait de la pandémie qui a rendu les déplacements difficiles, et d'un manque de budget de fonctionnement pour le Réseau.

RDV Parlants du Réseau

L'exercice a en revanche permis de lancer un format de partage d'expérience à distance régulier (Rendez-vous Parlants du Réseau), avec 5 rendez-vous animés entre janvier et juin 2021, sur différents thèmes:

- Entrepreneuriat ;
- · Structuration de filières :
- · Insertion dans l'économie locale:
- · Choix de développement économique local:
- Participation des diasporas au développement local.

Ateliers de travail sur l'évolution des formations

Par ailleurs, les membres du Réseau ont été sollicités à l'occasion de 5 ateliers de travail (organisés à distance) sur l'évolution des formations en développement local, en lien avec l'évolution de leurs métiers en environnement professionel.

Ces expériences ont été mobilisées pour préparer une table ronde dans le cadre des 30 ans du Ciedel. Leur contribution a permis d'affiner l'évolution des formations du Ciedel, prévue pour 2022.



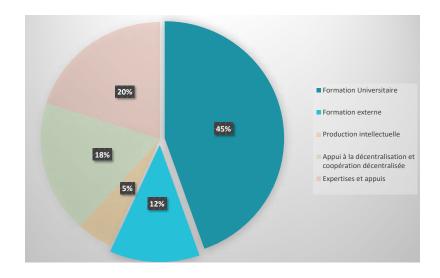
LA FORMATION

La formation des professionnels du développement local est au cœur des dynamiques de changement des pratiques de développement sur le moyen et long terme, et donc de l'action du Cledel.

Le Ciedel propose 4 types de formation :

- La formation universitaire et professionnelle diplômante ou certifiante
- La formation professionnelle qualifiante, sous forme de modules courts
- Les parcours certifiants en VAE (Validation des Acquis de l'Expérience)
- La formation sur mesure pour les organisations et les territoires

Les formations universitaires et professionnelles sont désormais ouvertes aux professionnels et aux étudiants en formation initiale engagés dans la société, ce qui augmente la diversité des participants.



La formation, coeur d'activité du Ciedel

En 2020-21, les activités de formation ont représenté 57% de l'activité du Ciedel* (45% pour la formation universitaire et 12% pour la formation sur mesure pour les organisations).

C'est 9 points de plus que lors de l'exercice précédent.

Cette augmentation de la part du temps allouée aux formations s'explique à la fois par une année universitaire réussie, malgré les contraintes de formation en présentiel, la reprise d'activités de formation des organisations, avec plus de facilités de déplacements que lors de l'exercice précédent, et la mobilisation de l'équipe autour du renouvellement des formations et du processus qualité (dépôt de dossier RNCP, préparation d'une certification Qualiopi).

* répartition calculée à partir des temps de travail cumulés de l'équipe sur les 4 grands pôles d'activités

Formation universitaire et professionnelle à Lyon

Les chiffres de la formation universitaire

2

cursus de formation diplômants ou certifiants

40

professionnels formés

dont

31

professionnels en formation diplômante ou certifiante

RNCP 7 : 27 Diplôme Universitaire : 2 RNCP 7 par la VAE : 2

15

Bénéficiaires d'une bourse d'études Ciedel

appuyée par nos partenaires de formation* *(Région Auvergne-Rhône-Alpes, Peuples Solidaires, Fondation Générations Solidaires, Fondation Saint-Irénée) **RNCP Niveau 7**

Expert en Ingénierie de Développement Local

27 étudiants (3 de plus qu'en 2019-20).

Malgré la pandémie de Covid-19, le Ciedel a accueilli une promotion de 27 étudiants en Ingénierie de Développement Local en 2020-21.

Au début d'année, le Ciedel s'est adapté aux difficultés autour de la mobilité internationale en proposant à 7 étudiants de suivre une partie ou l'ensemble des 3 premières semaines de formation à distance - le temps de pouvoir rejoindre Lyon.

Une majorité de modules a dû être proposée à distance à partir de novembre 2020, en lien avec les consignes sanitaires gouvernementales.

Le Ciedel félicite une nouvelle fois les étudiants pour leur capacité à s'adapter dans une période difficile : en tout, 23 ont obtenu leur diplôme, et 4 ont encore des modules à terminer ou à valider.

Des aménagements et un maintien des stages

La majorité de l'équipe pédagogique a été en situation de formation à distance sur l'exercice, appuyée par Capea (service de l'Université pour le développement de l'enseignement à distance), Marine Dhont (bénévole au Ciedel), et les différents outils mis à disposition par le service informatique de l'Université (plateforme Moodle, plateforme collaborative Teams...). L'équipe a proposé des aménagements en présentiel, lorsque cela était possible (suivi de la formation en petits groupes dans les locaux notamment).

Malgré les contraintes sanitaires, les deux stages collectifs, temps forts de la formation, ont pu être réalisés sur des territoires de la région Auvergne-Rhône-Alpes:

- le stage de « diagnostic des stratégies d'acteurs » a permis aux étudiants de travailler sur le quartier Confluence, à Lyon, et de rencontrer des acteurs de ce quartier en pleine transformation;
- le stage « d'évaluation et étude d'impact des actions et politiques de développement » a permis aux étudiants de travailler sur la politique de communication et d'information du public de la Communauté de Communes des Vallons du Lyonnais (CCVL), un territoire proche de Lyon.

« Cette année, de nombreux professionnels en formation au Ciedel avaient un parcours professionnel et personnel « mixte » entre la France, leur lieu de vie et de travail, et leur pays d'origine. A travers des activités associatives, ils mettent à profit leurs différentes « identités » pour faciliter la collaboration entre « ici et là-bas ».

On note également que cette promotion était très « politique » avec plusieurs professionnels qui ont été, sont ou visent des postes d'élus ou dans des cabinets politiques. »

Corinne Lajarge, Directrice des Études Diplôme Universitaire

Développement Local Droits Humains

2 inscrits (-7 inscrits par rapport à 2019-20)

Après deux années d'augmentation des effectifs, le diplôme universitaire développement localdroits humains (développé avec l'Institut des Droits de l'Homme de Lyon à partir de l'expérience menée pendant plusieurs années au centre Anafora), a connu un coup d'arrêt en 2020-21.

Cette diminution des effectifs s'explique par :

- · le transfert de plusieurs étudiants initialement inscrits au DU vers la formation RNCP 7 en début d'année, en lien avec leurs objectifs;
- · les difficultés d'obtention de visas pour les étudiants hors UE en période de Covid-19.

Une partie des contenus de formation en développement local et en Droit étant partagés (soit avec la formation d'Expert en Ingénierie de Développement Local, soit avec le Master en droit de l'IDHL), les participants ont cependant pu suivre leur formation en intégralité, et au sein de groupes de formation riches et multi-culturels.

La réflexion pour faire évoluer le diplôme universitaire en diplôme RNCP 7 (Bac +5) est toujours en cours et devrait être poursuivie en 2021-22.

Le Ciedel félicite les participants au Diplôme Universitaire qui ont suivi la formation complète et obtenu leur diplôme, malgré les ajustements opérés en lien avec les consignes sanitaires gouvernementales (une partie des cours ont été suivis à distance).

Formation modulaire

Le nombre d'étudiants en formation modulaire (9) est relativement stable par rapport à l'année passée, toujours à un niveau relativement bas.

Les contraintes de déplacements et les incertitudes quand à la tenue et au format des modules constituent une contrainte forte pour l'équipe et les participants potentiels.

Jurys de repositionnement professionnels mixtes

Les jurys de repositionnement professionnels du Ciedel, qui marquent la transition entre l'année universitaire et le « retour à la vie professionnelle », ont été organisés dans un format mixte en mai 2021 (exposés en salle, mais avec une partie des jurys à distance).

Ce format a permis de mobiliser des professionnels dans différentes régions de France, et dans différents pays, pour intégrer les jurys, donnant une nouvelle dimension à l'exercice et une visibilité intéressante pour la formation.

Au-delà des contraintes des dispositifs techniques, le développement des habitudes de travail à distance ouvre d'autres perspectives en formation.



Cursus EIDL : renouvellement du référentiel métier et création de « parcours »

En 2020-21, l'équipe du Ciedel a travaillé sur le renouvellement du référentiel de compétences du cursus « Expert en Ingénierie de Déve loppement Local ».

Ce travail, piloté par C. Lajarge et qui a concerné l'ensemble de l'équipe pédagogique, a permis de penser la nouvelle offre de formation au plus près des exigences métiers en lien avec les évolutions constatées par les professionnels.

Deux compétences apparaissent dans ce nouveau référentiel : le numérique au service d'un diagnostic sur un territoire,

et les dynamiques de coopération entre organisations.

Les changements seront surtout sensibles dans la réorganisation de la maquette : la formation sera désormais organisée autour d'un tronc commun et de parcours spécialisés. Ces derniers permettront aux étudiants d'approfondir les compétences acquises dans le tronc commun, dans des champs professionnels spécifiques : adaptation au changement climatique, lutte contre la pauvreté, renforcement de la citoyenneté, développement économique local, approche projet.

Différents travaux, conduits toute l'année, ont permis de construire cette nouvelle offre qui sera proposée en 2022 :

- Une enquête sur l'insertion professionnelle des 96 personnes formées de 2016 à 2020 qui a montré que 77% d'entre elles travaillaient dans un emploi en lien avec la certification.
- Un séminaire interne organisé en octobre 2020 ;
- Une table ronde organisée à l'occasion des 30 ans du Ciedel;
- Une étude d'impact de la formation menée par Jean-Claude Bolay et Charlotte Boisteau.

Renouvellement du RNCP Niveau 7

La reconnaissance de la formation d'Expert en Ingenierie de Développement Local par un titre RNCP Niveau 7 est adossée à un référentiel de compétences et un dossier qualité, à renouveler tous les 5 ans.

Pour renouveler son agrément, le Ciedel a donc déposé un nouveau dossier, comprenant notamment un nouveau référentiel de compétences, et un bilan de l'évolution des professionnels passés par le Ciedel durant les 5 années passées. Ce dossier - très détaillé - représente un travail de fond important.

Sur la base du renouvellement du référentiel de compétences, une nouvelle maquette de formation incluant des parcours a été construite.

Qualité des formations

Préparation de l'agrément Qualiopi

La Loi de 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » a imposé de nouvelles règles aux organismes de formation.

Parmi ces nouveautés, un dispositif unique de certification/ labellisation de la qualité des formations a été mis en place par l'Etat, appelé Qualiopi.

Concrètement, la certification Qualiopi devenait obligatoire au ler janvier 2022 pour permettre aux participants aux formations de bénéficier de financements publics, et constituait ainsi un nouveau point de référence pour les OPCO (opérateurs de compétences, qui gèrent la plupart des financements de la formation professionnelle en France).

Après un travail de plusieurs mois au sein de l'équipe, un audit réalisé par AFNOR a permis au Ciedel d'obtenir le certificat Qualiopi (septembre 2021).



Formations externes

France

Cours projet « Coopération décentralisée », SciencesPo Lyon

Les cours projets sont obligatoires pour les étudiants de 4ème année de SciencesPo Lyon (IEP de Lyon). Ils visent à outiller les étudiants dans le domaine de la gestion de projet, tout en leur permettant de s'ouvrir à leur futur environnement professionnel. Les étudiants sont répartis dans des groupes thématiques en lien avec leur orientation en M2.

Le Ciedel assure le cours projet sur l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (AECT) et la coopération décentralisée, pour un groupe d'une vingtaine d'étudiants.

Il s'agit de proposer aux étudiants, par groupe de 5, **de répondre à l'Appel à projet de la Métropole de Lyon** dans le domaine international, et de leur permettre de rencontrer des professionnels impliqués dans les thématiques qu'ils ont choisi. Pour valider ils soutiennent leur projet devant un ou une chargée de mission de la Métropole et une personne de l'équipe de RESACOOP.

Le Ciedel est reconnu pour son expertise en lien avec la thématique et intervient à SciencesPo Lyon depuis plusieurs années.

France

Programme de préparation Solicity, en école de commerce

Dans le cadre de sa formation Programme Grandes Ecoles (lier année), l'ESDES a mis en place depuis 2017 une mission bénévole, s'inscrivant dans son cursus de formation.

Le Ciedel travaille depuis plusieurs années pour réaliser la préparation des étudiants Bachelor An 1 et lere année PGE (cursus francophone, et cursus anglophone) à la réalisation d'une mission humanitaire, sociale ou citoyenne d'une durée de 2 mois, dans une structure travaillant auprès de publics défavorisés en France, en Europe ou dans des pays en voie de développement, en fin d'année.

Cette mission doit être bénévole, au contact direct des populations les moins favorisées, et doit faciliter la connaissance des milieux engagés et leur rencontre, pour un service utile.

France

Cours Master 2 sur « Les métiers de l'AECT et de la coopération décentralisée » à l'Université Paris I (Master DAH), et à Sciences Po Lyon (Master DIPCI)

Le cours sur les métiers doit permettre aux étudiants de Master d'appréhender de manière précise et concrète les enjeux, les pratiques, les modalités et les mécanismes de l'AECT et de la coopération décentralisée.

Le Ciedel anime ces cours pour environ 50 étudiants en Master, avec l'avantage de pouvoir mobiliser un réseau de professionnels intéressant sur ces questions (en lien avec ses recherches et son expérience de terrain).

A la fin du cycle de 24h de formation, les étudiants sont en mesure de :

- comprendre comment se construit un partenariat de coopération décentralisée, comment sont mises en œuvre et/ou suivies les actions décidées dans le cadre de ce partenariat.
- identifier quels sont les métiers et postes dans ce secteur, et quels sont les réseaux institutionnels, politiques et techniques de ce champ particulier des relations internationales en général et de l'aide publique au développement en particulier.



France

Formation en évaluation des élus et responsables de la Communauté de Communes des Vallons du Lyonnais

L'exécutif de la Communauté de Communes des Vallons du Lyonnais (CCVL) a pris l'initiative d'explorer le sujet de l'évaluation pour améliorer ses projets et services publics, dans une démarche globale d'amélioration continue.

La CCVL a décidé d'examiner la possibilité de mettre en place un dispositif d'amélioration continue comprenant trois volet: l'observation, le suivi et l'évaluation.

La CCVL a donc sollicité le Ciedel pour:

- · transmettre des connaissances de base sur l'importance, les fondamentaux et la conception de l'évaluation aux élus et agents intervenant au sein de la collectivité
- · travailler sur les méthodes et outils qui s'adaptent aux pratiques, actions et interventions de la CCVL.



Mauritanie

Appropriation de l'évaluation du projet urbain de Dar Naïm - consolidation des dynamiques associatives et économiques.

Après l'évaluation du projet urbain Dar Naïm réalisé en Novembre-Décembre 2019, l'équipe du projet a souhaité être accompagnée pour préparer la réalisation de l'évaluation d'impact finale du projet, et la capitalisation des pratiques d'animation territoriale mises en œuvre sur le territoire communal par les jeunes des quartiers ciblés par le projet urbain.

Le Ciedel a été sollicité pour réaliser une form'action sur l'évaluation d'impact et la capitalisation de pratiques auprès de l'équipe du projet afin qu'elle commanditer puisse ensuite elle-même la réalisation de cette évaluation finale, et réaliser ellemême l'appui des jeunes dans la capitalisation de leurs pratiques d'animation territoriale.

Djibouti

Formation à la décentralisation et au développement local des élus et agents des régions de Diibouti

Formation co-animée avec M. Dédéou Traore, ancien élu régional et ancien député malien

ADIL (Programme d'Appui à la Décentralisation et aux Initiatives Locales) est un programme d'appui à la régionalisation à Djibouti - mis en oeuvre par Expertise France. Il vise la formation, l'accompagnement et l'appui à la réalisation d'investissement des cinq Régions de Djibouti.

Dans le cadre de ce programme, le Ciedel a été chargé d'assurer des formations sur la décentralisation en direction des Régions, des services déconcentrés de l'Etat et du personnel du Ministère en charge de la décentralisation.

En tout, 2 sessions de 4 jours ont été organisées pour une trentaine de participants. Le Ciedel a proposé une pédagogie active, appuyée par une visite de terrain, des mises en situation et des témoignages d'élus.



France

Web-Formation sur le changement d'échelle au service de l'innovation territoriale en milieu rural avec Cap Rural

Cette webformation exploratoire fait suite aux travaux de recherche menés par Cap Rural et le Ciedel autour de l'innovation sociale et territoriale. Elle succède directement à une web-formation proposée en 2019 qui traitait spécifiquement de la phase d'expérimentation dans les projets de développement local.

La formation au changement d'échelle vise les élus, agents de développement, techniciens et tout acteur du développement local. Elle est organisée en 4 web-conférence de 2h chacune dans le cadre d'un cycle « L'innovation sociale et territoriale : accompagner le changement d'échelle d'un projet pilote ».

A travers cette formation, les participants apprennent à comprendre comment fonctionne le « changement d'échelle » de projets innovants, et comment l'anticiper et l'accompagner à travers leur projet.

France

Formation à la création de partenariats pour des développeurs locaux pour le public de Cap Rural

Cap Rural, en tant que réseau régional, accompagne les acteurs du Développement rural et péri urbain dans la mise en œuvre de projets de Développement local. Son offre de service s'articule notamment autour de la proposition de formations à destination d'agents des collectivités territoriales, des associations, des établissements publics et des demandeurs d'emploi. Une partie des formations proposées à ses membres par Cap Rural sont mises en œuvre par d'autres organisations.

Cap Rural a demandé au Ciedel d'animer 2 sessions de formation pour travailler les notions d'acteurs, de partenariats, coopération :

- · Anticiper les partenariats, clarifier les besoins
- · Apprécier et convaincre de la pertinence d'un partenariat
- · Construire une relation solide, souple, claire et efficace

Les sessions ont regroupé 14 participants – salarié(e)s de collectivités territoriales, d'associations, d'établissements publics...

Haïti

Formation Territoire et mobilisation citoyenne pour le Mouvement Papaye et GRADIMIR

Dans le cadre d'un projet long court soutenu par l'AFD, l'association Frères des Hommes (France) et le Mouvement Paysan Papaye (Haïti) sont engagés dans un partenariat. Ce partenariat prévoit un axe de renforcement des capacités des formateur·trice·s sur des thématiques en lien direct avec la mise en place :

- · des comités citoyens (au nombre de 7 aujourd'hui) ;
- · des groupements des membres MPP;
- · des BAS (groupements agro).

Frères des Hommes et le Mouvement Paysan Papaye ont demandé au Ciedel de mettre en œuvre une formation « territoire et mobilisation citoyenne » afin d'accompagner les formateur·trice·s et les animateur·trice·s de l'association MPP et de l'association GRADIMIR, à mobiliser les citoyens sur les territoires.

La formation proposée permettait de travailler collectivement à la question « Comment être acteur sur son territoire ? Qu'est-ce que cela implique en terme de prérequis, de dynamiques etc.? ».

La formation a été proposée sur 3 sessions (pour un total de 5 jours) menées à distance. Les 18 salariés formés se réunissaient pour les sessions de formation, qu'ils suivaient depuis la même salle, ce qui leur permettait de mettre en place une dynamique collective et des travaux de groupe.

RDC

Programme de formation-action pour les équipes opérationnelles et les partenaires d'ENABEL en RDC

ENABEL a entamé une réflexion et un travail de transformation des pratiques de ses équipes en RDC en intégrant l'approche territoriale du développement dans les projets et programmes développés par les équipes et les partenaires, souvent dans une logique sectorielle.

Les bases de ce changement avaient été construites en 2019, notamment lors des journées d'échange inter-programmes qui regroupent des membres des différentes équipes terrain, et que le Ciedel avait contribué à animer. Pour accompagner ce processus de transformation, qui représente un changement important dans les manières de travailler des équipes, le Ciedel s'est associé avec l'Iram (chef de file), le Gret et Ceformad, pour mettre en place et animer un programme de formation-action, basé sur une pédagogie active, à destination de près de 80 salariés d'ENABEL ou partenaires.

L'objectif de ce programme est de permettre :

- aux équipes opérationnelles d'ENABEL de mieux maitriser l'approche territoriale du développement et de pouvoir l'intégrer dans leurs outils et méthodes d'accompagnement;
- aux partenaires d'Enabel, notamment les autorités locales , d'être initiés aux techniques de

diagnostic et planification territoriale.

Plusieurs formations-action ont été organisées entre janvier et septembre 2021 dans la province de la Tshopo - Isangi (approche territoriale, diagnostic, animation territoriale et gouvernance). 2 autres sont déjà prévues pour 2022 (planification et approche territoriale, gouvernance locale).

Le programme de renforcement prévoit par la suite une évaluation du processus de renforcement, puis une capitalisation d'expérience autour de l'intégration de l'approche territoriale du développement par les équipes et les partenaires.



France

Formation/action à la capitalisation des expériences - Direction Projets et Programmes Internationaux et Direction Mobilisation Citoyenne du CCFD-TS

Le CCFD-Terre Solidaire souhaite renforcer ses compétences internes en capitalisation des expériences, afin de pouvoir développer ses processus et outils de capitalisations des actions de terrain, et à terme de construire une stratégie autour de la valorisation des expériences menées ou soutenues.

Plusieurs programmes sont concernés: la direction des projets et programmes internationaux, et la direction de la mobilisation citoyennes.

Pour favoriser cette montée en compétences, le Ciedel a été

sollicité pour animer plusieurs temps de formation à des petits groupes de salariés, mais aussi des bénévoles qui travaillent avec ces directions.

Les objectifs spécifiques de la formation sont les suivants :

- Disposer d'une méthodologie et d'outils pour accompagner les capitalisations des actions de terrain
- Identifier les compétences nécessaires pour accompagner/ animer le processus de capitalisation
- · Comprendre les enjeux et identifier les éléments pour construire une stratégie de valorisation et de partage des résultats de la capitalisation.

Un temps d'accompagnement du « Groupe Capi » a aussi été proposé après les formations, afin de leur permettre d'accompagner à leur tour la capitalisation des actions menées par les membres du réseau (logique de montée en compétences).



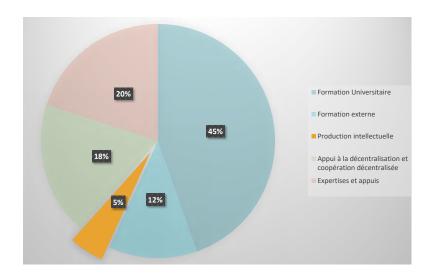
Recherche et production intellectuelle

Le Ciedel est engagé depuis plusieurs années dans des dispositifs de recherche-action autour des thématiques de:

- l'internationalisation des villes et des territoires (en partenariat avec Cités Unies France);
- l'innovation sociale et territoriale (en partenariat avec Cap Rural);

Ces travaux de recherche permettent de développer de nouveaux savoirs, de nouveaux outils et de nouvelles formes d'accompagnement.

En parallèle de ces travaux, le Ciedel s'implique également dans des activités de réseau et l'organisation de temps de réflexion (conférences, ateliers...) qui contribuent à l'évolution des postures et pratiques de développement. Le Ciedel développe ces activités avec ses partenaires et dans des espaces privilégiés.



La recherche, une activité de réseau qui irrigue la formation et les appuis aux organisations

En 2020-21, les activités de recherche et de réseau contribuant à l'analyse et l'évolution des pratiques de développement ont constitué environ 5% de l'activité*, comme en 2019-20.

L'activité de recherche-action a

été principalement alimentée par les travaux sur l'internationalisation des villes et des territoires (diagnostics d'internationalisation), et des études pour des commanditaires.

Le projet Priorra, tout juste commencé, devrait alimenter l'exercice 2021-22, tout comme l'approfondissement des travaux sur l'innovation sociale et territoriale et la poursuite de la recherche sur l'internationalisation des villes et des territoires.

France

Les journées de l'Ingénierie Territoriale: « Tiers lieux. nouvelles ingénieries territoriales?»

Depuis 2014, les centres ressources Rhône-Alpes en développement local se réunissent de manière informelle pour organiser une journée de formation à destination des agents de développement. En 2020, pour la 7ème édition, c'est le thème « Tiers-lieux, nouvelles ingénieries locales? » qui a été choisi.

Cap Rural, LaboCités, Auvergne Rhône-Alpes Spectacle Vivant, le Ciedel, et Aradel ont donc porté la réflexion sur le rôle des Tiers-Lieux, qui se sont multipliés ces dernières années en milieu rural ou urbain.

En tout, 80 participants ont découvert 8 expériences de Tiers-Lieux et échangé avec leurs promoteurs sur les articulations sur le territoire et entre les acteurs.

L'après midi, Marie-Laure Cuvelier, de France Tiers-Lieux, était invitée pour dialoguer avec les participants sur la place des tiers-lieux dans les territoires, les collaborations avec les acteurs locaux dont les collectivités territoriales.

Les 8 Tiers-Lieux invités

Lab01

(Ambérieu-en-Bugey, Ain) 8fablab (Crest, Drôme)

L'Hermitage

(Autrêches, Oise)

Carton Plein

(Ambert-Livradois, Puy-de-Dôme)

Canevas 2.0

(L'Arbresle, Nouveau Rhône)

Le Tubà

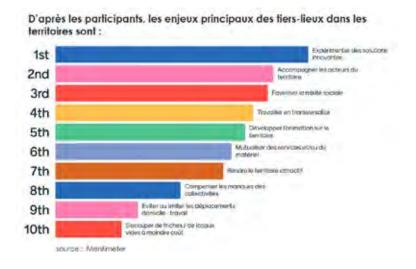
(Métropole de Lyon)

La Dynamo

(Chambéry, Savoie)

InnoLAB

(St Pierre-en-Faucigny, Haute-Savoie)



France

Recherche internationalisation des villes et des territoires : accompagnement de deux diagnostics à Brest Métropole et Annecy Commune nouvelle, en lien avec des séminaires

En 2015, le Ciedel et Cités Unies France ont initié une recherche multi-acteurs autour des prod'internationalisation cessus des villes et des territoires, rejoints par la ville et la Métropole de Lyon, la Caisse des Dépôts et Consignations, l'AFD, la DAECT, la RAURA, Sciences Po Lyon, le

CNFPT et l'AUF. Les deux premières phases de recherche ont abouti à deux colloques et la production de nouveaux savoirs autour de ce processus.

En 2020, une 3ème phase de recherche a été enclenchée, avec cette fois un volet de mise en application des premiers résultats de recherche. L'objectif est désormais de conduire des diagnostics d'internationalisation permettant à la fois de produire des données pour documenter/ illustrer ces phénomènes et approfondir la méthodologie de ces diagnostics.

En février 2021, deux stagiaires ont été mobilisés pour accompagner la ville d'Annecy commune nouvelle (Anouk Abt) et la Métropole de Brest (Etienne Dore) dans la conduite de leurs diagnostics d'internationalisation.

En parallèle de ces diagnostics, trois séminaires de recherche associant des élus, des techniciens et des chercheurs, ont été organisés (toujours avec l'appui d'Anouk Abt et Etienne Dore).

Ces séminaires permettaient des « allers-retours » avec le travail de diagnostic mené à Annecy et Brest, à la fois pour accompagner ces démarches, et pour en tirer des leçons.

France

Communication et recherche pour le projet européen multi-acteurs Priorra

Le projet de recherche-action-coopérative PrIORRA fait suite au projet FEDER « Part'Innov » mené par l'UCLy-Creso (Centre de Recherche en Enrepreneuriat Social) et les AEH (Ateliers de l'Entrepreneuriat Humaniste), mené de 2017 à 2019.

Prior Prior

La question centrale du projet est : en quoi les organisations responsables du territoire rhônalpin sont-elles initiatrices de pratiques sociales innovantes et comment impactent-elles leur écosystème ? Cette question de recherche se décline en 7 thématiques pertinentes pour appréhender les réponses des entreprises aux enjeux sociaux, environnementaux, managériaux et territoriaux.

Le Ciedel est impliqué à plusieurs niveaux dans le projet PrIORRA, aux côtés de l'UCLy et des AEH:



- · Dans le pilotage tripartite du projet (coordonné par l'UCLy);
- Dans l'accompagnement d'entreprises sur plusieurs thématiques, ce qui constitue le coeur du projet;
- Dans la valorisation du projet (communication);

Par ailleurs, le Ciedel contribue largement à la phase de mise en perspective et valorisation des acquis du projet, notamment à travers:

- · L'évaluation de l'impact de l'accompagnement ;
- · La mise en place de nouveaux outils de mesures « *entreprises* responsables ».
- Et l'élaboration de modules de sensibilisation-formation de salariés, à partir des différentes recherches-actions-coopératives.

Les 7 thématiques de recherche-action

- **1.** Le re-questionnement de sa raison d'être peut-il être source d'innovation sociale pour l'entreprise?
- **2.** Comment les entreprises (PME-TPE) en Rhône-Alpes managent-elles l'erreur au sein de leur organisation et de leur écosystème ?
- **3.** Comment les entreprises (PME-TPE) prennent-elles en compte et en charge la vulnérabilité?
- **4.** En quoi les pratiques d'innovation sociale favorisent-elles la sensibilisation des salariés aux enjeux sociaux, environnementaux et territoriaux ?
- **5.** En quoi les partenariats entreprises-associations-collectivités aident-ils ces organisations à être force de proposition d'actions environnementales, y compris à l'international ?
- **6.** En quoi les partenariats entreprises-associations-collectivités créent-ils de l'innovation sociale pour le territoire?
- **7.** Comment les entreprises formalisent-elles juridiquement leurs pratiques d'innovation sociale?









Retour d'expériences

Cameroun

Guide sur le développement local inclusif destiné aux communes du Cameroun

L'ONG britannique Sightsavers appuie le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL) du Cameroun dans la prise en compte des questions de handicap. Cela comprend l'intégration d'approches de Développement Local Inclusif (DLI) dans la mise en œuvre de la réforme de décentralisation au niveau des communes.

Le Ministère a demandé une assistance technique pour élaborer un quide destiné aux communes permettant de renforcer leur compréhension des initiatives de Développement Local Inclusif et leur mise en œuvre.

Ce guide doit être accessible et permettre de clarifier les approches DLI et proposer des conseils pratiques pour la participation des personnes en situation de handicap. Le cycle d'élaboration, de mise en oeuvre et de suivi-évaluation des projets et budgets de développement local sont au coeur de ces conseils.

Sightsavers a souhaité travailler avec le Ciedel pour réaliser ce quide, à partir de la littérature existante au Cameroun et le recueil de points de vue des bénéficiaires et de capitalisation des pratiques au Cameroun.

La production du guide par le Ciedel était issue de ce processus. Le guide est désormais disponible au Cameroun.





Multi-pays

Etude comparative sur les outils garantissant la participation des bénéficiaires des projets de développement

Le gouvernement français s'est engagé le 8 février 2018 (dans les conclusions du Comité interministériel de la Coopération Internationale et du Développement) à élaborer une stratégie « Droits humains et développement ». L'objectif était d'inscrire la coopération au développement de la France dans une approche fondée sur les droits humains.

Un document d'orientation stratégique (DOS) s'attachant à définir l'approche française d'une coopération au développement fondée sur les droits humains a été construit pour élaborer un plan d'action pluriannuel. La mise en oeuvre de l'approche fondée sur les droits humains implique une évolution des pratiques relatives à la conception des projets de développement

Le MEAE a demandé une étude pour alimenter cette réflexion. Le Ciedel a été sélectionné en partenariat avec le Gret pour étudier les mécanismes utilisés par les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux appliquant déjà une approche du développement fondée sur les droits humains, en matière d'inclusion et de participation des

bénéficiaires aux projets de développement, et identifier par là les « bonnes pratiques ».

L'étude s'est centrée sur l'analyse comparative des différents outils et méthodes permettant la participation des bénéficiaires des projets de développement. Les pratiques des acteurs internationaux du développement appliquant déjà une approche du développement fondée sur les droits humains ont permis d'identifier des bonnes pratiques susceptibles d'être intégrées dans la stratégie « Droits humains et développement » du MEAE.

https://www.ciedel.org/ressources-2/garantir-la-participation/

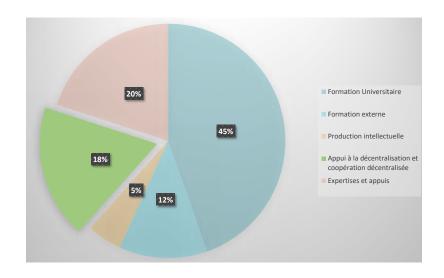


Accompagnement de la décentralisation et de la coopération décentralisée

Le Ciedel s'engage sur le long terme dans l'accompagnement, le développement de capacités et l'appui à la maitrise d'ouvrage auprès des collectivités territoriales.

Les activités du Ciedel dans ce domaine s'articulent autour de relations de long terme (et donc de confiance), comme l'appui à la coopération entre le Grand Reims, Tinqueux, Zorgho, Boudry et Méguet (au Burkina Faso, depuis 15 ans) ou l'appui à la coopération entre la Région Normandie et la Région Atsinanana, ou entre la Région de Tombouctou et la Région Auvergne Rhône-Alpes

Les nouveaux dispositifs sur lesquels le Ciedel s'engage ont également une dimension multi-acteurs, ce qui permet au Ciedel de valoriser sa capacité à faire interagir ensemble différentes catégories d'acteurs de développement.



Une activité toujours en progression autour de projets ou de dispositifs pluriannuels.

En 2020-21, le Ciedel a continué à augmenter son activité autour de projets pluriannuels (+4 points) qui compte désormais pour 18% dans les activités de l'équipe. Le Ciedel s'investit en général dans des rôles de coordination d'acteurs, avec dans certains cas une composante méthodologique (évaluation, capitalisation d'expériences au fil de l'eau...).

Cette part devrait encore augmenter pour l'exercice suivant, avec l'arrivée de nouveaux projets et le renouvellement de conventions importantes (Grand Reims, ...).

Mauritanie

Appui à la région de Nouakchott pour un Développement Durable Résilient et équitable (ARENDDRE)

Le projet ARENDDRE vise à améliorer les conditions de vie des populations de Nouakchott - en particulier des quartiers périphériques - en développant des modes de déplacement urbains sécurisés, abordables et moins polluants, et la mise en place d'un système d'éclairage public à basse consommation énergétique. Ces infrastructures doivent être mises en place à travers une planification concertée associant l'ensemble des parties prenantes.

Ce projet pluriannuel ambitieux, porté par la Région de Nouakchott, est appuyé par de nombreux partenaires (FMDV, Grand Paris Sud, RECOPACTE),. Il doit contribuer:

- au renforcement des capacités de la Région en termes de planification stratégique, d'investissement et de gestion d'infrastructures et services urbains.
- à la lutte contre la ségrégation socio-spatiale en engageant des actions touchant les populations vulnérables, habitant aux périphéries de la ville, en particulier les femmes et les jeunes filles.
- dans le même temps il améliorera la résilience de l'environnement urbain et la transition énergétique à travers l'implantation de luminaires à basse consommation et l'intégration d'un matériel roulant renouvelé, moins polluant dont les déplacements seront organisés par un nouveau plan de mobilité urbaine durable.

Le Ciedel a un rôle transversal d'appui à la maitrise d'ouvrage, mais intervient aussi spécifiquement sur :

- Les phases de diagnostic du déplacement urbain et de l'éclairage :
- La formation et l'organisation de stages pour les élus et techniciens;
- Le suivi-évaluation et la capitalisation d'expérience du projet.

Sur l'exercice 2020-21, le Ciedel a notamment préparé et organisé les diagnostics du déplacement urbain et sur l'éclairage solaire urbain.

Le diagnostic de déplacement a aussi permis au Ciedel de rédiger les TDR pour recruter le bureau d'études qui réalisera le Plan de Mobilité Urbain Durable (PMUD).

Sahel

Pour des collectivités territoriales sahéliennes francophones actrices des politiques publiques d'électrification rurale décentralisée (SAHEL/ ERD)

Le projet SAHEL/ERD est un projet de renforcement de capacités des élus et techniciens des collectivités territoriales (CT) sahéliennes membres de l'AIRF, en matière d'électrification rurale décentralisée (ERD). L'objectif est qu'elles deviennent des interlocutrices reconnues des acteurs de cette politique publique, à savoir les Etats (Ministère de l'Energie, Ministère de l'Administration territoriale, ...), les maitres d'ouvrage délégués des politiques nationales d'électrification, les opérateurs économiques, les populations, et les partenaires techniques et financiers internationaux mobilisés en la matière.

Le Ciedel construit un accompagnement « *sur-mesure* » du secrétariat permanent de l'AIRF dans le cadre de l'exécution du projet. Cet accompagnement vise notamment à :

- 1. Doter l'équipe technique du projet d'outils de suivi des activités
- 2. Procéder en fin de projet à un rapport d'analyse de l'exécution du projet
- 3. Renforcer l'AIRF sur le plan méthodologique en matière d'animation et de gestion de projet de coopération inter-régionale dans une démarche de formation-action tout au long de l'exécution du projet Sahel / ERD.

L'Institut national de l'Energie solaire (INES) et la Fondation Energies pour le Monde (FONDEM) sont impliqués dans le projet.



Maitrise d'ouvrage coopération décentralisée

Le Ciedel et Eau Vive International sont opérateurs de la coopération décentralisée pilotée par le Grand Reims et interviennent en délégation de maitrise d'ouvrage sur différents projets.

Au Burkina Faso, la communalisation intégrale est intervenue en 2006 et a vu la mise en place de 351 communes et de leurs élus locaux. Ces communes ont bénéficié dès 2007 du transfert de compétences dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

En 2007, M. le directeur de l'ONEA (Office National de l'Eau et de l'Assainissement) a sollicité le Ciedel pour mettre en place un programme d'appui aux communes dans l'exercice de la maîtrise d'ouvrage communale du service de l'eau. Initialement démarré avec un appui du SEDIF (Syndicat des Eaux d'Ile de France), le projet a rapidement bénéficié d'un appui de ce qui était alors Reims Métropole (aujourd'hui Grand Reims).

Au cours de plusieurs missions au Burkina Faso, élus et techniciens français et burkinabè ont appris à se connaître jusqu'à déboucher en 2013 sur la signature d'une convention de coopération décentralisation entre Reims Métropole et la commune de Zorgho puis entre la commune de Tinqueux (qui fait également partie de Reims Métropole) et la commune de Boudry (commune voisine de Zorgho) et qui a associé progressivement la commune de Méguet, qui est également proche de Zorgho.



Burkina Faso - France

Maitrise d'ouvrage des coopérations décentralisées entre le Grand Reims, Tinqueux, Zorgho, Boudry et Méguet

Ces relations de coopérations décentralisées visent à terme à concerner toutes les communes de la province du Ganzourgou dont Zorgho est la capitale. Elles sont pilotées par les élus français et burkinabè et mises en œuvre soit directement par les collectivités territoriales, soit déléguées au Ciedel et à Eau Vive Internationale.

L'évolution de la situation sécuritaire et sanitaire a rendu difficile les échanges présentiels en 2020-21, mais ceux-ci se sont maintenus à distance.

Le projet en cours sur financement Grand Reims et AESN doit se terminer durant l'année 2021 et une nouvelle phase est en cours de conception.

Les principales activités menées sont :

- · L'amélioration des services de l'eau dans les trois communes ;
- · L'amélioration du service de l'assainissement à Zorgho avec un travail sur les modèles de latrines adaptées aux conditions locales, et sur la mise en place d'une filière de collecte et valorisation des boues de vidange
- · L'amélioration du service des déchets à Zorgho;
- · L'appui à la mise en place d'un service technique intercommunal aux trois communes burkinabées en capacité d'intervenir dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, du foncier et de l'ensemble des ouvrages d'infrastructures
- · Les échanges entre les territoires du Grand Reims et des trois communes sur le plan technique de l'eau et de l'assainissement, scolaire, de la jeunesse, de la radio, de la lecture...

Burkina Faso - France

Projet d'amélioration du service de l'eau potable dans les communes du Burkina Faso – PASEP 3

Ce programme s'inscrit dans la coopération décentralisée du Grand Reims, sur le 1 % eau et assainissement et compte sur l'appui de l'AESN et du Fonds Eau du Grand Lyon.

Le Grand Reims s'est engagé dans le PASEP qui appuie 18 communes burkinabè représentant les différents modes de gestion du service public local de l'eau pour:

- Renforcer les réseaux existants pour qu'ils atteignent le seuil de rentabilité,
- Appuyer les communes dans l'exercice de leur maîtrise d'ouvrage du service,
- Capitaliser cette expérience pour la transformer en modules de formation pour les élus communaux et leurs techniciens au niveau national.

Le programme a finalisé sa troisième phase en mars 2020, phase qui a été marquée par :

- La production d'un module sur le fonctionnement du service de l'eau en régie, qui est une innovation au Burkina Faso qui a longtemps privilégié la gestion déléguée. Ce module a été construit à partir de l'expérience d'appui à la régie municipale de Dapelogo appuyée par la Croix Rouge Luxembourgeoise
- L'organisation expérimentale de Sanithons à l'échelle de deux communes rurales pour le financement de l'assainissement individuel des ménages les plus nécessiteux.
- La mise à disposition des modules de formation élaborés depuis la première phase pour alimenter la conception des modules réalisés dans le cadre du projet de renforcement des capacités des élus et techniciens des communes sur la maîtrise d'ouvrage du service public local de l'eau financé par l'UE au CE-MEAU de l'ONEA.

L'évaluation finale de la phase du programme a eu lieu en mars 2020 et a mené vers une délibération du Grand Reims et de l'Agence de l'eau pour continuer à financer cette relation décentralisée (nouvelle phase du programme prévue à partir de 2022).



Madagascar - France

Appui au Conseil Régional Atsinanana et au projet Agricoop

Le Conseil Régional Normandie et la Région Atsinanana sont engagés dans une coopération décentralisée depuis 2008. En 2020, l'installation d'un nouveau gouverneur à la tête de la Région Atsinanana et le renouvellement de la convention de coopération entre les deux Régions demandait de se pencher sur les priorités de la coopération.

Dans la continuité du travail réalisé depuis plusieurs années, FFF Malagasy Mahomby (Madagascar, membre du Réseau international Profadel) et le Ciedel ont appuyé le processus de redéfinition des priorités, ce qui a abouti à prioriser cinq axes de coopération :

• l'appui institutionnel, entendu comme la mise en œuvre d'actions permettant le renforcement de la gouvernance locale, avec en particulier la réalisation d'un diagnostic organisation de la région Atsinanana

- le développement territorial durable tant dans les territoires ruraux qu'urbains,
- l'emploi et la formation professionnelle en particulier à destination des publics jeunes,
- le maritime et les relations portuaires.
- la culture, le patrimoine et l'éducation à la citoyenneté particulièrement focalisés sur les thématiques liées aux Droits de l'Homme et à la santé.

Ces axes introduisent de nouvelles dimensions à la coopération. La coopération portuaire (nouvel axe) ouvre notamment la porte à :

• une coopération d'intérêt mutuel entre le port de Toamasina et le groupement Haropa, qui regroupe les ports du Havre, Rouen et Paris • une meilleure articulation, urbanistique, économique et sécuritaire (prévention du risque incendie en particulier) entre le port, la ville et la Région

Ce chantier est ambitieux mais essentiel en termes de développement économique local.

L'axe développement territorial durable introduit des perspectives sur la valorisation du canal des Pangalanes, sur le plan touristique et dans une visée d'intégration inter-régionale entre les Régions concernées par le canal.

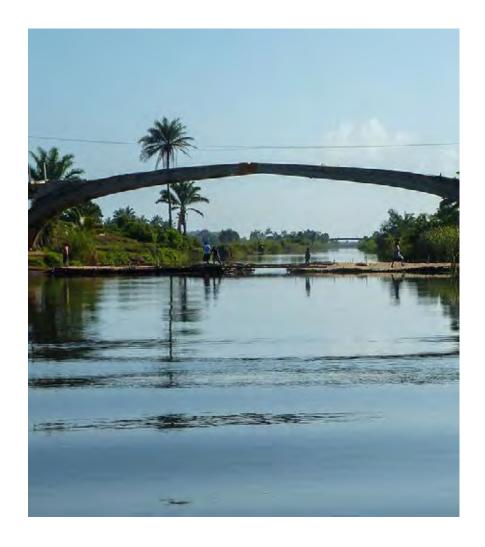
Cette valorisation passe à terme par la mise en place de différents circuits touristiques adaptés aux catégories de touristes présents à Toamasina (tourisme national, croisiéristes, tourisme d'aventure...).

De belles perspectives s'ouvrent donc pour la coopération, tant sur le plan institutionnel que sur le plan des thèmes de travail.



En parallèle FFF et le Ciedel ont continué à appuyer le Conseil Régional d'Atsinanana dans le co-pilotage du projet AGRI-COOP qui vise à renforcer et équiper les coopératives de producteurs impliquées dans le commerce équitable.

L'appui vise à permettre la meilleure adéquation possible entre le potentiel des coopératives et les investissements prévus dans le projet (siège du réseau des coopératives et unités polyvalentes et unités intermédiaires destinées au séchage, transformation, stockage des productions des coopératives, la rentabilité de ces investissements étant essentielle au renforcement des coopératives).





Burkina Faso - France

Renforcer le référentiel ODD des coopérations décentralisées

En 2015, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté l'agenda 2030 qui se décline dans les 17 objectifs du développement durable. Les collectivités territoriales ne sont pas citées dans les ODD, mais sont pourtant les principaux acteurs concernés. Les ODD sont de fait territorialisés et relèvent largement de leurs compétences

La place des collectivités a donc amené à poser la question de l'articulation entre les ODD et la coopération décentralisée.

C'est ainsi que Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) a élaboré un module de formation intitulé « localizing the SDG'strrough decentralized cooperation ». Toutefois ce module reste assez théorique. Cités Unies France (CUF) a donc souhaité concevoir et développer une démarche plus opérationnelle.

Le Ciedel a été sollicité par CUF pour proposer une démarche autour de la coopération décentralisée entre le Conseil Départemental de l'Aude et le Conseil Régional des Hauts Bassins (Burkina Faso) - deux territoires déjà engagés autour des ODD.

Le Ciedel a proposé de structurer la démarche en :

- se référant au cadre politique de l'agenda 2030 (les 5 P : Humanité, Planète, Prospérité, Paix, Partenariat) et aux principes fondateurs de celui-ci (Universalité...)
- utilisant ce cadre pour débattre et s'accorder sur des priorités politiques communes comme socle pour les actions de coopération décentralisée, dans une démarche d'intérêt mutuel.

Cette expérience a permis de jeter les base d'un nouveau partenariat de coopération décentralisée entre le CD de l'Aude et le CR des Hauts Bassins.

Elle va aussi constituer la base d'un travail entre Sousse et Marseille et Douala et Strasbourg.

Une capitalisation de l'expérience sera produite et diffusée en 2022

Burkina Faso - Mali - Niger

Projet 3 frontières

Le gouvernement français a mandaté en 2017 l'Agence Française de Développement (AFD), Expertise France (EF) et la Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense (DCSD) du MEAE – pour proposer aux autorités du Burkina Faso, du Mali et du Niger un accompagnement visant le développement économique et la stabilisation de la région frontalière du « Liptako Gourma » : le programme « Trois Frontières » (3F).

Les objectifs globaux du projet sont:

- Satisfaire les besoins les plus urgents exprimés par les communautés;
- Soutenir le redémarrage de l'activité économique ;
- Favoriser le retour de la légitimité de l'action publique et le renforcement de l'Etat de droit dans la zone frontalière.

L'AFD, et le Centre de Crise et de Soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, ont décidé conjointement de démarrer le Projet dès octobre 2018, via la mise en œuvre d'une phase dite « d'amorçage » d'une durée de 6 mois (prolongée pour 2 mois). Cette phase avait pour objectif le démarrage d'actions prioritaires et la réalisation de diagnostics et d'études préparatoires pour la phase de déploiement, prévue à partir de juin 2019.



Le projet est mis en œuvre par un consortium d'ONG : le GRET au Burkina Faso, l'IRAM au Niger, et AVSF au Mali. Une direction régionale pilote l'ensemble de la mise en œuvre, portée par l'IRAM.

Pour permettre une mise en synergie des démarches déployées par chacun des opérateurs sur le terrain, et contribuer au déploiement d'une stratégie commune à l'échelle régionale, le Ciedel joue le role d'appui à l'intégration et à la mise en œuvre des questions transversales (appui à la maitrise d'ouvrage communale, intégration de l'approche sensible conflits dans les démarches de réalisation de toutes les actions, et intégration d'une stratégie régionale et transfrontalière). Le Ciedel accompagne en particulier la direction régionale du projet dans l'accompagnement des opérateurs-pays et dans l'appui

à la mise en œuvre d'actions transfrontalières, renforce les capacités des équipes et de leurs partenaires de terrain, et appuie le changement des pratiques (à travers notamment la capitalisation des expériences).





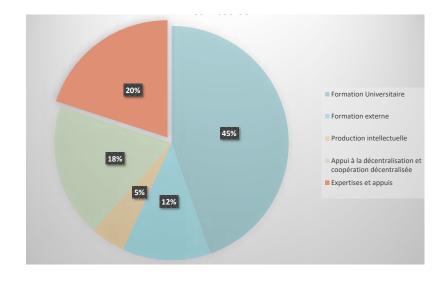
Expertises et appuis

Le Ciedel propose des activités d'expertise et d'appui sous différentes formes aux acteurs du développement local (collectivités territoriales, institutions, associations, projets...), en les inscrivant autant que faire se peut dans des collaborations de long terme.

En 2020-21, le Ciedel a par exemple travaillé à deux accompagnements dans le cadre du DCOL, un dispositif d'appui facilité par Cités Unies France, ou encore à l'évaluation du projet AREDDUN, suite à son travail d'appui à la maitrise d'ouvrage pour la ville de Nouakchott.

Cette tendance, qui se poursuit avec l'augmentation des projets de long terme, permet de travailler de manière plus souple et avec un réel impact sur le moyen ou long terme.

Les demandes d'expertise et d'appui évoluent d'ailleurs dans le sens de plus de lien et de continuité, ce qui renforce le lien du Ciedel avec ses commanditaires.



Des expertises et appuis très mixtes, allant de la capitalisation à la coordination de consortiums

En 2020-21, la part d'activités d'expertises et appuis a diminué dans le panier d'activités global du Ciedel (-9 points) pour atteindre 20%. Un chiffre qui s'explique notamment par l'augmentation des projets de long terme dans la part de l'activité,

et la demande plus forte de formations *in situ* ou à distance.

Les activités d'expertises et d'appui sont diversifiées sur l'année, avec une baisse importante de la part d'évaluations (premier type d'expertise lors de l'exercice précédent) et une augmentation du nombre d'appui stratégiques ou de coordination/facilitation dans des dispositifs multi-acteurs.

Les travaux de recherche sur l'internationalisation des villes et des territoires débouchent désormais sur des appuis.

Évaluations

Mauritanie

Évaluation du projet d'Appui à la Résilience **Environnementale et** Développement Durable de la Ville de **Nouakchott (AREDDUN)**

La Région de Nouakchott a mis en place le projet AREDDUN pour améliorer sa capacité en matière de planification, de protection de l'environnement et de fourniture d'énergie durable aux populations des quartiers périphériques. Plus globalement, AREDDUN doit favoriser un développement urbain plus soutenable, participatif et partenarial, permettant à la ville de mieux se préparer aux impacts du changement climatique. Le projet arrivant à sa fin en juillet 2020, une évaluation a été demandée.

Le Ciedel a réalisé l'évaluation à distance avec l'aide d'une consultante locale (après une adaptation de la proposition en lien avec les restrictions de déplacement). L'évaluation visait :

- · Le Plan d'Action Pour l'Accès à l'Energie Durable et le Climat (PAAEDC) de Nouakchott;
- · l'installation d'un éclairage public solaire dans les quartiers périphériques de Nouakchott,
- · et la mise en oeuvre d'une étude de faisabilité pour créer une unité de recyclage de batteries et piles usagées.



Multi-pays

Évaluation mi-parcours sur l'engagement communautaire et la redevabilité (ECR)

programme quinquennal DGD 2017-21 de la Croix-Rouge de Belgique couvre un ensemble de projets de développement, dont un volet sud. Ce volet sud inclue une approche transversale autour de « l'engagement communautaire et la redevabilité » (ECR). Les Sociétés Nationales de la Croix Rouge bénéficient d'un appui de la part de la Croix-Rouge de Belgique sur l'ECR. Le Ciedel a été choisi pour réaliser une évaluation de mi-parcours sur ce volet.

Inscrite dans un esprit d'amélioration continue et d'apprenl'évaluation menée tissage, concernait 7 pays (Burkina Faso, Burundi Rwanda, RDC, Mali, Niger, Sénégal) et avait pour particularité d'évaluer le degré de mise en application de l'approche « engagement communautaire et redevabilité » plutôt que les résultats des projets inscrits dans le Programme 2017-2021.

Tunisie - France

Evaluation de la coopération décentralisée entre le département de Seine Maritime et le gouvernorat du Kef

L'évaluation de cette coopération est à la fois rétrospective et prospective. Le travail vise à reposer les bases de la relation de coopération entre les deux territoires, et proposer un mode de pilotage qui redynamise la relation et la mise en œuvre des actions.

L'évaluation a démarré en septembre 2019. Du fait d'une situation instable politiquement en Tunisie fin 2019 et début 2020 la mission terrain en Tunisie n'a pu être réalisée à cette période. Puis la pandémie a interrompu le processus évaluatif. Ce dernier a redémarré avec une mission terrain réalisée par madame Sliti, avec un appui du Ciedel

Cette évaluation permet d'approfondir la question de l'intérêt local à coopérer, dans le cadre d'une coopération institutionnelle et de territoire à territoire.

Capitalisation des expériences du Projet AVENIR : le rôle des volontaires dans l'action Humanitaire

Le projet AVENIR (Action des Volontaires Européens et Nationaux Investis pour la Résilience) s'est déroulé entre octobre 2018 et octobre 2020. Une trentaine de volontaires européens ont été déployés au Sénégal, en Guinée et au Togo dans le cadre de missions en lien avec les questions de prévention, de gestion des risques, et de résilience (sécurité alimentaire, érosion côtière, santé communautaire, eau et assainissement, érosion fluviale).

En Afrique de l'Ouest, dans un contexte de changements climatiques, le renforcement des capacités des communautés locales à faire face et à encaisser ces chocs récurrents tout en développant des capacités de prévention et de gestion des risques, ainsi que la prise en compte de ces questions par les États concernés, est un enjeu majeur.

L'implication de jeunes volontaires nationaux a constitué un axe important du projet AVENIR. A travers la collaboration entre volontaires nationaux et européens le projet visait aussi à faciliter et rendre plus efficace l'action des volontaires sur le terrain, et à renforcer l'engagement des jeunes dans les projets humanitaires.

France Volontaires, porteur du projet, souhaitait tirer des enseignements de cette expérience, que ce soit :

- sur son déploiement en tant que tel, (recrutement, gestion des volontaires européens, identification de structures d'accueil travaillant sur des projets de résilience, etc.)
- sur la plus-value de l'engagement de volontaires nationaux et internationaux sur les mêmes missions.

Le Ciedel a été impliqué pour accompagner le processus de capitalisation d'expérience. En 2020, 3 ateliers avaient été organisés au Togo, en Guinée, et au Sénégal qui servaient à la fois à récolter des informations et former des volontaires à la capitalisation d'expériences.

L'objectif principal était de capitaliser l'expérience du projet AVENIR afin de la formaliser et la partager, au sein de France Volontaires (pour le montage et mise en œuvre de projets similaires), auprès d'autres acteurs du volontariat international ou encore auprès de décideurs afin de renforcer les politiques nationales et internationales d'engagement de volontaires et ce, en vue de développer des initiatives de plus grande ampleur. Les volontaires eux-mêmes devaient pouvoir tirer des leçons du projet et formaliser l'expérience acquise pour s'en servir ultérieurement dans d'autres situations professionnelles.

Plusieurs documents ont été produits sur l'exercice 2020-21, suite à ces ateliers:

- Un guide méthodologique de la capitalisation conduite ;
- Un document de capitalisation résumant les apprentissages principaux;
- Un guide pratique (ou « boite à outils ») à l'attention des praticiens du secteur;
- Un document comprenant l'ensemble des messages clés pour les décideurs politiques (pouvant servir de base à des stratégies de plaidoyer)



Appui au suivi du projet PRODDIGE - Promouvoir et Réaliser les Objectifs de Développement Durable pour Innover et Grandir Ensemble

PRODDIGE est un projet pilote pour répondre au défi de l'appropriation des Objectifs du développement durable par les acteurs de transition sur les territoires du Grand Lyon et dans une dizaine de territoires d'Afrique, Asie et Amérique Latine.

Le projet vise à inscrire sur trois ans un groupe de 20, 24 puis 28 jeunes dans un parcours de formation-action via des missions de service civique d'une durée de 9 mois. Le groupe, composé à 50% de jeunes français et 50% de jeunes étrangers, permettra d'obtenir des regards croisés sur les ODD et d'ouvrir le projet pour une réflexion internationale.

Le Ciedel collabore avec le SCD, organisme d'accompagnement des jeunes et porteur du projet, pour accompagner le dispositif de suivi du projet pilote.

L'appui du Ciedel vise notamment à :

- Mettre en place un dispositif de suivi des résultats et des changements liés à PRODDIGE.
- · Traiter et analyser les données liées au suivi ;
- Appuyer la réflexion du SCD sur les adaptations liées à la mise en œuvre.

Le dispositif de suivi imaginé mêle des outils de collecte et de suivi des volontaires (notamment à distance, depuis leur pays d'envoi) et un travail d'analyse et de réflexion qualitatif « en marchant » pour faire évoluer l'action.

Les deux premières années de PRODDIGE ont été largement impactées par la crise sanitaire et les restrictions de déplacement.





Appui au PAGEDS -Projet *Promouvoir les* actions de gestion des déchets au Sud finalisation

Le PAGEDS est un programme mené en consortium qui a pour finalité la promotion du dispositif du 1 % déchets, qui permet aux collectivités et EPCI de mobiliser jusqu'à 1 % de leur budget déchet pour financer des actions de coopération dans le domaine dans les pays en développement.

Ce projet financé entre autre par l'AFD est un projet triennal dont la clôture était prévue fin 2020.

Le Ciedel est engagé sur ce projet notamment sur la dimension transversale de capitalisation des expériences.

En 2020-21, le Ciedel a donc produit une capitalisation d'expériences (« Comment amener les collectivités à délibérer le 1% Déchet ») et deux fiches techniques (« Les modes de gestion d'un service déchet » et « le suivi du fonctionnement d'un service déchet »).

Le Ciedel a aussi appuyé la réalisation de 2 autres documents de capitalisation d'expériences, produits par des partenaires, et plusieurs autres fiches techniques - et mis en forme l'ensemble des documents.

Les capitalisations et les fiches techniques ont été mises en forme et publiées sous forme papier et internet et sont aujourd'hui disponibles sur le site d'AMORCE, mais aussi sur les sites des partenaires du projet.

En paralèlle de ce travail de capitalisation d'expériences, le Ciedel a accompagné la mise en place de formations par les réseaux régionaux multi-acteurs.

Enfin, le PAGEDS a lancé la réflexion sur la mutualisation des dispositifs de financement d'actions de coopération au développement dans le cadre du 1 % (eau et assainissement, énergie, déchet, transport...), qui aujourd'hui se met en place sous l'égide de pS-Eau.

https://amorce.asso.fr/ boite-a-outils-dechets-action-internationale-et-dispositif-1-dechets

Burkina Faso

Finalisation d'une étude sur l'utilisation de l'eau dans le bassin versant de la Vallée du Kou

La Vallée du Kou fait partie de la Région des Hauts Bassins et d'un bassin hydrographique plus large géré par l'agence de l'eau de Mouhoun (l'une des cinq agences de l'eau au Burkina Faso). Cette agence, qui fixe un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, doit se coordonner avec les différents acteurs de l'eau - dont les

Régions (qui ont la compétence Aménagement du territoire) et les Communes (qui ont la compétence de gestion de l'eau potable et de l'assainissement).

Pour faire appliquer ce schéma d'orientation, l'agence de l'eau de Mouhoun a mis en place des Comités Locaux de l'Eau, dont un pour la Vallée du Kou.

En 2020, le Ciedel et l'Agence Régionale de Développement du Conseil Régional des Hauts -Bassins ont **finalisé l'étude multi-acteurs** qu'ils coordonnaient et dont la finalisation avait été perturbée par la crise sanitaire.

Les deux principaux objectifs de l'étude visent à faire le diagnostic des facteurs de dégradation de la situation du bassin versant, qui est partiellement documenté; et de concevoir des solutions à partir de l'étude et de la concertation entre acteurs qu'elle implique.

Des propositions ont été faites pour améliorer la gestion intégrée de l'eau à l'échelle de la vallée.

France

Accompagnement d'une réflexion prospective et stratégique sur l'avenir du mouvement des Chrétiens dans le Monde Rural

Le Mouvement CMR (Chrétiens dans le Monde Rural) s'interroge depuis plusieurs années sur son avenir, notamment dans le but de renouveler le public et les dynamiques du mouvement.

Le Mouvement a souhaité s'engager dans une logique de redynamisation en cherchant à mettre en lien d'une part les aspirations des actifs du monde rural (en particulier les 30 50 ans) et d'autre part en renouvelant le projet et les modes d'action du Mouvement.

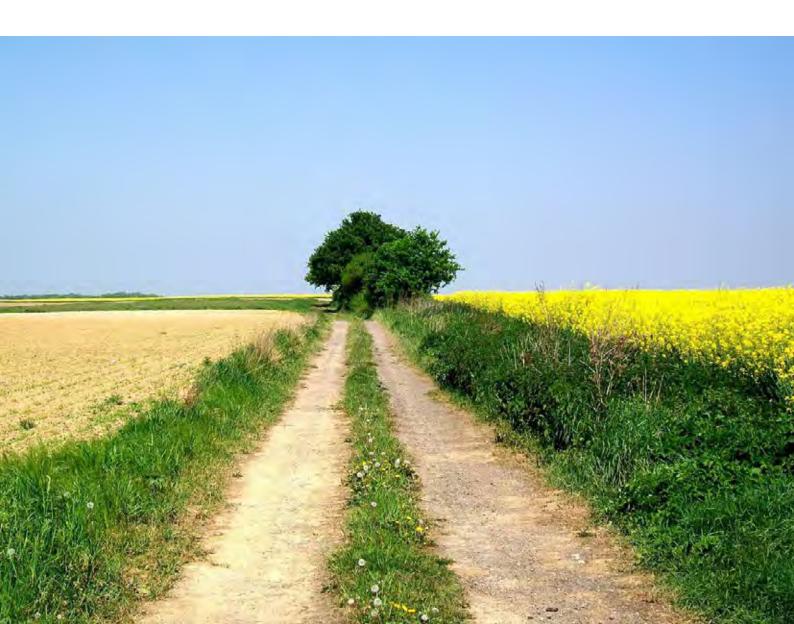
La question de départ est donc : « comment mieux rejoindre nos contemporains et notamment la génération des 30-50 ans ? ».

Le Ciedel a été retenu pour accompagner la réflexion autour de cette question stratégique.

Cet appui a été articulé autour de 3 leviers de réflexion :

- Introspectif Identifier quels sont les fondamentaux sur lesquels le Mouvement repose
- · Analytique et prospectif -Quels sont les engagements que nous souhaitons poursuivre, valoriser ? Quels sont les enjeux sociétaux actuels sur lesquels nous allons travailler ?
- Stratégique Quelles actions souhaitons-nous mettre en place ? Quelle temporalité ?

A travers cet appui et cette réflexion au sein des CMR, le mouvement visera à trouver une articulation entre les aspirations des jeunes générations, et les fondements du Mouvement, avec l'objectif de produire du changement dans la société.



Appui aux Unions des Maisons Familiales Rurales (MFR) en Afrique et dans les Mascareignes

Le mouvement des Maisons familiales rurales né en France dans la première moitié du XXème siècle, a essaimé depuis à l'international, en particulier en Afrique et dans les Mascareignes.

L'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Éducation et d'Orientation (UNMFREO), a appuyé le développement des MFR et leur structuration en Unions nationales, avec l'appui de l'AFD/DPA. Ces Unions Nationales permettent d'assurer le développement du mouvement dans les pays, de garantir cohérence et qualité pédagogique, de développer de nouveaux cursus adaptés aux besoins des ruraux.

Après plusieurs années d'appui y compris financier aux Unions, l'UNMFREO envisage de se désengager progressivement et à ce titre a sollicité le Ciedel et DELTA-C pour accompagner les Unions vers la pérennité financière mais aussi institutionnelle et organisationnelle tout en étant en capacité de préserver leur autonomie de décision par rapport aux partenaires techniques et financiers.

Le Ciedel et DELTA-C ont agi à deux niveaux :

- Réalisation de formations-action à Dakar, Yaoundé et Antananarivo en direction des Unions sur l'élaboration de plan stratégique visant cette autonomie
- Appui des Unions pour finaliser leurs plans stratégiques et identifier quels investissements étaient nécessaires pour se pérenniser tout en restant autonome.

- A la suite de ce travail, plusieurs Unions nationales de MFR ont entamé de profondes mutations:
- au Mali l'Union a déplacé son siège vers la capitale afin d'être plus proche des centres de décision de l'administration et des partenaires techniques et financiers;
- Au Burkina Faso, l'Union envisage de créer une Maison Familiale Rurbaine qui bénéficierait en priorité aux déplacés internes qui sont essentiellement des ruraux qui sont aujourd'hui en ville et qui ont du mal à valoriser leurs compétences en milieu urbain
- A Madagascar, au regard des distances, l'Union se régionalise pour être plus proche des Maisons Familiales

Mali

Renforcer la sécurité alimentaire et développer l'agriculture durable dans la Région de Tombouctou

La Région Auvergne-Rhône-Alpes (RAURA) a répondu à un appel à projet de la Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) pour faire le point sur les potentiels agricoles de la région de Tombouctou, dans la perspective de monter un projet pluriannuel d'appui à l'agriculture en région.

Dans ce cadre, la RAURA a sollicité DELTA-C (Mali, membre du Réseau International Profadel) et le Ciedel pour faire **un état des lieux des expériences des** ONG d'Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'appui à l'agriculture dans la Région de Tombouctou. Le but était d'identifier des filières porteuses et/ou des process de transformation générateur de revenus.

Cette action a été portée par le Ciedel et mise en œuvre par DELTA-C qui a mobilisé ses étudiants de licence à Tombouctou et plusieurs de ses enseignants. Elle est venue en complément des études filières menée par Agriculteurs et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) sur cinq filières majeures de la région : gomme arabique, riz-blé, bétail viande, aviculture, pisciculture.

Les premiers résultats de l'étude montrent que :

 Du fait de l'insécurité, des difficultés de transport... il y a peu de filières rentables

- · Les filières « artisanales », comme le petit maraichage ne produisent pas de réels revenus (mais contribuent à la diversification alimentaire). Elles demandent à être professionnalisées (groupe motopompe, traitements...)
- · Les filières de production et les procédés de transformation sont fortement perturbés par certaines des démarches mises en œuvre par les acteurs de l'aide, notamment les distributions gratuites (farines, compléments alimentaires...).

Le projet sera finalisé en 2022, et débouchera sur l'élaboration de projets plus ambitieux en termes de réalisation pour soutenir le développement agricole durable de la région.



Le Ciedel a été retenu par Cités-Unies France (CUF) pour faire partie des partenaires du programme DCOL (soutenu par l'AFD et la Caisse des Dépôts et Consignations) qui vise à appuyer l'action internationale des collectivités territoriales.

Ce dispositif permet aux membres de Cités-Unies-France de bénéficier d'appuis techniques, facilités par CUF. Le Ciedel est régulièrement mis à contribution

France

Appui à l'élaboration d'une stratégie à l'international pour la commune de Choisy-le-Roi

Appui réalisé dans le cadre du dispositif DCOL de Cités Unies France (CUF).

La nouvelle équipe municipale de Choisy-le-Roi ne souhaite pas remettre en cause la politique de jumelage et de relations internationales mise en place lors des mandatures précédentes. Elle souhaitait cependant avoir une vision plus claire de l'implication des habitants de la commune dans les actions d'ouverture à l'international et les effets qu'elles produisent sur eux.

Membre de Cité Unies France, la commune a bénéficié du dispositif DCOL pour travailler avec le Ciedel sur cette problématique.

L'objectif de l'appui était :

- · D'inventorier les acteurs de la société civile de Choisy-le-Roi impliqués dans la diversité des actions de jumelage, de solidarité internationale et d'ouverture au monde;
- · D'analyser le degré d'implication de ces acteurs dans les actions à l'international de la commune et les effets qu'elles produisent sur eux;
- · D'accompagner la ville à **définir** des pistes d'actions et une stratégie des actions à l'international sur du long terme (y compris le rôle et les missions du secteur Vie Internationale)

Plus de 150 entretiens ont été menés.



France

Appui à la définition de la stratégie internationale de la ville de Caen

Appui réalisé dans le cadre du dispositif DCOL de Cités Unies France (CUF).

La ville de Caen, qui souhaitait disposer d'un appui pour (re) définir sa stratégie internationale, a sollicité le FMDV et le Ciedel dans le cadre du dispositif DCOL. La redéfinition de la stratégie s'est faite en étroite collaboration avec l'élue en charge de l'international et la mission internationale de la ville.

Cet appui s'est mis en place en plusieurs étapes :

- 1. Un bilan de l'action internationale de la ville de Caen à ce jour ; 2. Un diagnostic de l'internationalisation du territoire de la ville de Caen:
- 3. L'identification des composantes possibles de la stratégie internationale de la ville de Caen 4. La priorisation de ces différentes composantes
- 5. L'écriture de la stratégie
- 6. La prise d'une délibération

Le FMDV et le Ciedel ont joué un rôle d'appui aux services et d'aide à la décision des élus.

La ville de Caen a positionné au cœur de sa stratégie un positionnement original et novateur : se situer comme une interface entre les pays nordiques et baltes et les territoires français, comme une sorte de « porte des étoiles » permettant de générer et de canaliser des flux dans une perspective de découverte mutuelle de deux mondes qui ne se connaissent quasiment pas.

Une ville plus internationnalisée qu'il n'y parait

Le diagnostic d'internationalisation a permis de mettre en évidence que, contrairement à son image, la ville de Caen est une ville profondément internationalisée.

Quelques preuves:

- · La SMN (Société Métallurgique Normande) employait entre deux querres 4000 salariés de 34 nationalités différentes.
- · Chaque année 1 million de personnes arrivent à Caen en provenance de l'Angleterre et un million de personnes en repartent;
- · L'université de Caen est la seule université française qui enseigne les cinq langues nordiques. Elle développe des relations avec les universités des pays nordiques et baltes:
- · La ville de Caen, grâce à son université mais aussi grâce à ses entreprises de pointe, reçoit des personnalités de haut niveau, mais ces rencontres ne sont pas encore valorisées.

Perspectives

La formation, des évolutions importantes à venir

L'année qui arrive sera particulièrement importante pour la formation universitaire et professionnelle du Ciedel.

Alors que la réforme de la formation professionnelle créé des changements importants dans le paysage de la formation professionnelle en France, le Ciedel devrait d'abord capitaliser sur sa démarche qualité pour obtenir un agrément Qualiopi (aujourd'hui nécessaire pour un organisme de formation professionnelle car il conditionne les possibilités de financement public de la formation professionnelle).

En paralèlle, les travaux engagés autour d'une réflexion sur les évolutions des métiers du développement et des besoins de formation des professionnels aboutiront à une refonte, pour la rentrée 2022-23, des parcours de formation en développement local au Ciedel. Le nouveau référentiel de compétences avant été déposé, l'équipe du Ciedel se concentrera sur « l'opérationnalisation » des changements : construction de la nouvelle maquette de formation, élaboration des contenus et des modalités pédagogiques, information aux futurs étudiants, ...

Le Ciedel devrait aussi continuer à capitaliser sur le développement des compétences et outils numériques facilitant la communication et la formation. Cela donne accès à de nouvelles expériences (par exemple témoignage en formation de professionnels basés loin de Lyon), de nouveaux terrains (préparation de formations à distance pour des formateurs d'Universités Libyennes, malgré la situation dans le pays), d'un suivi perlé plus réguliers... et renforce les compétences numériques des étudiants. Des expérimentations de nouveaux formats à distance sont aussi prévues pour les années à venir.

Les accompagnements, un renforcement autour des projets pluri-annuels

Du côté des accompagnements, l'ensemble de l'équipe est désormais engagée dans des projets pluriannuels, qui donnent une certaine visibilité pour les années à venir.

Cela permet à l'équipe de consacrer plus de temps aux accompagnements (au détriment de la réponse à des appels d'offres, toujours coûteuse en termes de temps); mais aussi d'établir des relations différentes avec les commanditaires, favorisant la co-construction. Pour accompagner ce développement, l'équipe du Ciedel devrait encore se renforcer dans les années à venir, ce qui permettra de relever le challenge de la transmission de compétences entre les formateurs « senior » et les nouvelles forces vives.

La recherche, place aux appuis pratiques et investissement de nouveaux sujets

Les recherches de long terme commencent à aboutir à la production et diffusion de connaissances et à des demandes d'accompagnement et de formations.

Engagée depuis 2015, la recherche sur l'internationalisation des villes et des territoires va être poursuivie, avec désormais une dimension très concrète, puisque le Ciedel a commencé à accompagner les territoires sur des diagnostics et des stratégies d'internationalisation.

Les recherches méthodologiques sur la capitalisation d'expériences et l'innovation sociale et territoriale (avec Cap Rural) vont aussi être poursuivies en 2021-22. Elles ont déjà débouché sur de nombreux appuis (en ce qui concerne la capitalisation) et des **formations expérimentales** (en ce qui concerne l'innovation).